



Mot du président

par William Lucy

Bonjour à tous.

Action Saint-François a changé la date de fin de son année financière pour le 31 décembre de chaque année. Ceci permettra de concentrer une bonne partie des tâches administratives dans la saison d'hiver, un temps où les activités sont au ralenti. Cela permettra aussi d'obtenir des rapports financiers incluant une seule saison de nettoyage.

Les règlements généraux de l'organisme stipulent que l'assemblée générale annuelle des membres doit se tenir dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice financier. Ce changement de date nous oblige donc tous à se réunir sous peu. La date a été fixée au 20 avril (voir l'encadré plus bas). Cette assemblée regroupera les membres et les participants bénévoles.

De plus, ce changement aura un impact sur les élections biannuelles des membres du conseil d'administration qui étaient dûes pour novembre 1998. Trois options ont été discutées : conserver les termes des mandats actuels et tenir une assemblée spéciale en novembre, écouter les mandats et procéder à des élections au 20 avril prochain ou allonger

les mandats jusqu'en avril 1999. Après discussions, il a été choisi d'allonger les mandats.

Action Saint-François a décidé de s'investir plus dans l'éducation populaire en environnement. Un étudiant stagiaire de l'Université de Sherbrooke, Benoît De Champlain, a développé un programme et des outils pour décrire le cycle de l'eau et la pollution. Ce programme est destiné aux étudiants de 6^e année et de secondaire I. Entre autres, Benoît a construit une maquette en trois dimensions du bassin versant de la rivière Saint-François. Le programme a été testé dans plus de six groupes. Le travail effectué a été excellent. Merci Benoît (voir son article plus loin).

Action Saint-François a assisté au symposium sur la gestion de l'eau au Québec qui s'est tenu en décembre dernier à Montréal. Les trois jours que durait l'évènement ont été consacrés aux ressources québécoises, présente et future, en eau (voir l'article plus loin).

Dans ce numéro, vous trouverez un article sur « El Niño » écrit par Richard Smith qui est recruteur en porte à porte pour Action Saint-François. Il y décrit brièvement le phénomène et ses impacts.



Petit ruisseau, gros rebuts. Plusieurs carcasses d'automobile comme celle-ci ont été retirées du ruisseau d'Or à Rock Forst en juillet 1997.

Le coordonnateur général, Serge Nielly, donne un avant-goût de la programmation de nettoyage pour la saison 1998 et il nous fait un bref rapport des activités.

J'espère vous rencontrer le 20 avril prochain, sinon ce sera au cours de la prochaine année.

Merci de votre support.

Avis de convocation

Assemblée générale annuelle

En tant que membre ou bénévole d'Action Saint-François, vous êtes expressément invité à l'assemblée générale annuelle.

Elle aura lieu lundi le 20 avril à 19h00 au Collège de Sherbrooke, au 475 rue Parc, pavillon 2, salle 53-284.

On y traitera entre autres des finances, du rapport d'activités et du projet de code d'éthique.

Votre présence à cette assemblée est une implication concrète au sein du groupe.

SOMMAIRE

Mot du coordonnateur général	2
Un programme d'éducation en environnement	2
L'assemblée générale de novembre dernier	3
L'enfant du Pacifique	3
Le symposium sur la gestion de l'eau au Québec	4
La programmation de la saison 1998	6



Mot du coordonnateur général

Depuis la dernière assemblée générale en novembre dernier, les activités se sont déroulées au ralenti. Les énergies ont surtout été mises à préparer la prochaine saison.

Par Serge Nielly

La campagne de recrutement de membres et de sollicitation pour dons se poursuit. Elle continue de subvenir à près de 50% des revenus de l'organisme.

Trois demandes de subvention ont été déposées au gouvernement fédéral. Si la réponse est positive à chacune d'entre-elles, Action Saint-François pourra conserver son volume d'activité et pourra, en 1998, obtenir des résultats semblables à ceux de 1997. Plus précisément, il sera possible d'embaucher six personnes sur des postes temporaires temps plein dont deux seront des postes pour étudiants. Ces personnes seront responsables de la préparation et de la coordination des opérations bénévoles de nettoyage, d'inventaires et de stabilisation de rives.

Une subvention de 20 000 \$ a été consentie à Action Saint-François par le gouvernement provincial pour assurer la permanence à l'organisme. Le trois quart de ces argents serviront à couvrir le salaire de la coordination jusqu'en septembre 1998 et l'autre quart servira à couvrir des frais de fonctionnement (fournitures de bureau, loyer, électricité, etc.). Une nouvelle demande sera déposée sous peu pour assurer cette permanence après septembre 1998.

La coordonnatrice des inventaires, Sandra Roux, a terminé son travail à la fin janvier. Au cours de son passage à Action-Saint-François elle a raffiné la méthode utilisée, réalisé de nombreux inventaires sur le terrain, mis sur pied un outil informatique de suivi et produit des documents synthèse dont une carte du bassin versant de la rivière Saint-François. Bravo Sandra !

Une subvention de 1 200 \$ du gouvernement du Québec a permis

d'embaucher Benoît De Champlain comme étudiant stagiaire sur le programme coopératif de l'Université de Sherbrooke et ce pour une période de 12 semaines. Benoît a monté un programme éducatif en environnement (voir son article plus bas).

Comme vous pouvez le constater, le travail s'est surtout fait dans le bureau. Plusieurs bénévoles y ont participé activement. Bravo à Chan-

tale, Claire, Anais, Andrée-Anne, Marie-Christine, Geneviève, Katy, Julie, Christine, Michèle, Richard et Pierre.

Présentement, l'organisme embauche 7 personnes, le coordonnateur général, le stagiaire et 5 recruteurs.

Côté visibilité, Action Saint-François tient des kiosques. Un premier a été tenu à la coopérative d'alimentation naturelle La Grande Ruche le 27 mars en après-midi. Le second se tiendra au salon de l'aménagement paysager de Fleurimont les 10, 11 et 12 avril.

Un programme d'éducation en environnement

par Benoît De Champlain

Je suis un étudiant en écologie. J'ai travaillé à Action Saint-François comme stagiaire dans le cadre du programme coopératif de l'Université de Sherbrooke. Mon travail a consisté principalement à monter un projet éducatif sur différents aspects de la qualité de l'eau.

Le projet d'éducation populaire que je mets de l'avant est un outil d'information permettant d'éclairer des étudiants-es de 6^e année et de secondaire I sur « comment les agents polluants voyagent et finissent par nous affecter ».

Comme les matières à potentiel toxique voyagent surtout par l'eau, j'insiste particulièrement sur le cycle de l'eau; les réservoirs naturels, l'évaporation, la condensation et les précipitations. J'introduis ensuite la notion de pollution et je précise en quoi elle est liée à chacune des phases du cycle. Je souhaite ainsi démontrer l'importance de cesser de gaspiller et de polluer l'eau.

Pour imager la dynamique de l'eau et pour faire un lien avec le territoire couvert par Action Saint-François, j'ai contruit une maquette du bassin versant de la rivière Saint-François. J'utilise d'autres montages pour illustrer des phénomènes associés au cycle de l'eau.

J'enchaîne en faisant un survol des gestes que chacun de nous peut poser pour améliorer la situation. Je poursuis en soulignant l'importance de s'associer à d'autres personnes pour aussi intervenir en groupe. Je peux ensuite conclure et faire le lien avec l'action de notre organisme.

En plus de ce programme, j'ai mis à jour une liste des récupérateurs de la région et ce afin de mieux vous informer. Vous avez des choses à vous débarasser, vous ne savez pas comment en disposer pour qu'elles soient réutilisées ou recyclés. Appelez au local d'Action Saint-François. Vous trouverez quelqu'un pour vous référer aux bons récupérateurs.



L'assemblée générale annuelle de novembre dernier

La dernière assemblée générale annuelle s'est tenue le 10 novembre dernier. Treize personnes étaient présentes.

Il y a d'abord été question de **finances**. Les états financiers ont été remis et décrits par la comptable Johanne Tessier. Les membres présents ont pu constater le bon état de santé financière de l'organisme.

L'assemblée s'est poursuivie avec une présentation des **résultats des activités** (un résumé est paru dans le journal d'octobre dernier, ce document est disponible au local).

Les résultats de la **rencontre sur les orientations**, tenue en octobre, ont ensuite été exposés. De cette rencontre il est ressorti que les objectifs généraux d'Action Saint-François doivent demeurer. Il a aussi été recommandé de former un comité des relations publiques et un comité des sous-bassins. Le comité des relations publiques visera à établir une politique générale quant aux prises de position de l'organisme. Il verra aussi au développement d'activités d'éducation populaire. Le comité des sous-bassins aura la responsabilité d'étendre les activités de l'organisme à l'ensemble de son territoire, le bassin versant de la rivière Saint-François. La stratégie sera de procéder à une campagne de recrutement de bénévoles en région afin de former plusieurs groupes locaux (un comité pour chaque sous-bassin). Il a ensuite été recommandé de continuer à n'accepter que les contributions et dons des particuliers. Il a été dit qu'Action Saint-François ne doit pas être dépendant des subventions. Il a aussi été recommandé que l'organisme ne pose plus sa candidature pour des prix de reconnaissance pour ne pas donner l'impression que le groupe valide le comportement d'autres récipiendaires qui ont des pratiques douteuses. Les actions effectuées en partenariat avec d'autres groupes sont fortement encouragées.

Ensuite, une longue discussion s'est ouverte sur la possibilité **d'ouvrir la campagne de financement aux petits commerçants** ou aux autres petites entreprises. Suite à cette discussion, il a été proposé que le comité des relations publiques élabore un code éthique pour ensuite proposer une poli-

tique sur les relations avec les entreprises (incluant le financement). Cette politique sera soumise à la prochaine assemblée générale annuelle.

Un échange a ensuite eu lieu sur la possibilité de produire un mémoire pour participer à l'élaboration d'une politique de la **gestion de l'eau au Québec**. Aucune décision n'a été prise en ce sens.

Finalement, aucun poste au conseil d'administration n'arrivait à

échéance à cette assemblée. Il n'y a donc pas eu **d'élections**. William Lucy est demeuré le président et; Charles Coulombe le vice-président, Clothilde Gingras la trésorière, Jean-François Denis le secrétaire, Isabelle Vaillancourt, Yannick Boulanger ainsi que Simon Trépanier sont demeurés en poste.

L'enfant du Pacifique

Par Richard Smith

Les inondations au Saguenay et au Manitoba, la tempête de verglas au Québec, les glissements de terrain en Équateur et au Pérou, les tornades en Floride et bien d'autres catastrophes que la planète a subit ces derniers temps ont, semble-t-il, le même responsable, El Niño, l'enfant terrible du Pacifique.

Ce dernier est très populaire par les temps qui courent. Mais surtout, il a le dos large. Certes, le phénomène est responsable de catastrophes qui ont lieux un peu partout sur la planète, mais en est-il le seul responsable ?

Qu'est-ce que le phénomène El Niño ? D'abord, il n'est pas nouveau, c'est un phénomène assez ancien, mais qui a adopté un comportement imprévisible depuis un vingtain d'années. Il a notamment agi durant cinq années consécutives. Du jamais vu. Lors d'un récent colloque à Montréal portant sur le thème des bouleversements atmosphériques, le météorologue Henry Hengeveld a expliqué le phénomène ainsi : en tout temps, les vents soufflant sur l'océan Pacifique font circuler l'eau de surface, réchauffée par le soleil. Ainsi, l'Océan Pacifique baignant l'Asie est généralement plus chaud que celui baignant la côte Ouest américaine. Or, dans un phénomène qu'on appelle El Niño et qui survient généralement tous les deux à sept ans, un changement dans la pression atmosphérique modifie ce mouvement des vents et des eaux chaudes. Ceci provoque un réchauffement des eaux baignant les eaux de la côte Ouest des Amériques. Ce qui réchauffe l'air au-dessus de l'océan et crée un chaos complet dans les climats régissant sur le monde.

Mais il ne faudrait pas sombrer dans la croyance que ce phénomène climati-

que est purement naturel et que l'être humain n'y est pour rien. Même si, selon M. Hengeveld, toutes les catastrophes qui se sont produites récemment demeurent largement inexplicables, elles font partie de ce qu'on pourrait attendre comme conséquences de l'effet de serre réchauffant la planète. Sans faire de lien direct entre ces catastrophes naturelles et l'émission de gaz carbonique dans l'atmosphère créant l'effet de serre, M. Hengeveld soutient que le contrôle des émissions réduirait, sans aucun doute, le facteur de risque de ces catastrophes.

À tout le moins, cela devrait nous faire réfléchir et se questionner. On ne peut impunément consommer et gaspiller nos richesses et nos ressources naturelles, produire autant de déchets toxiques, détruire de grandes superficies de nos forêts... sans, quelque-part, causer un déséquilibre dans les cycles biosphériques (cycle du carbone, cycle du soufre, ...) et les écosystèmes.

L'espoir réside assurément dans l'éducation et la sensibilisation sur l'impact de nos actions sur l'environnement. La solution est dans l'implication de chacun dans des gestes individuels ou collectifs visant par exemple; l'économie d'énergie, la diminution des rejets ou le développement de nouvelles technologies moins énergivores.

Enfin, ces changements climatiques sur l'ensemble de la planète nous indiquent qu'il est temps, plus que jamais, de penser globalement et d'agir localement.



Le symposium sur la gestion de l'eau au Québec

Par *Clothilde Gingras*
et *William Lucy*

Il a eu lieu ce fameux symposium, celui qui a fait coulé tant d'encre avant même d'être tenu.

Avant sa tenue, un vent de controverse courait à son sujet en Estrie. Différents groupes de pression et de groupes environnementaux se sont mobilisés et ont discuté de la possibilité de boycotter le symposium à cause des points suivants :

- Le gouvernement du Québec avait publié un document préparatoire de référence qui donnait le ton pour une définition d'une future politique de l'eau. Ce ton en était un de commercialisation et d'exportation de l'eau plutôt qu'un ton de saine gestion.
- Le programme du symposium, organisé par l'Institut national de recherche scientifique du Québec (INRS-Eau) mettait l'accent aussi sur la commercialisation. Le groupe de conférenciers et personnes ressources était constitué de plusieurs représentants d'entreprises de commercialisation de l'eau et de groupes d'ingénieurs conseils ayant des intérêts dans la privatisation de la gestion de l'eau.
- Le coût d'inscription au symposium, au montant de 250 \$, limitait la possibilité de participer pour les citoyens et les groupes de protection de l'environnement.

Cependant, pour constater les vrais enjeux à partir de l'intérieur, il y avait des avantages importants à y être présent. La décision d'agir à la fois de l'extérieur et de l'intérieur a été prise.

Ainsi, certains groupes ont dénoncé publiquement le symposium et ont organisé une manifestation devant le lieu où il se tenait. D'autres se sont inscrits pour y assister et Action Saint-François était de ce nombre. Le Ministre de l'environnement du Québec a facilité la participation d'Action

Saint-François et d'autres groupes en remboursant les frais d'inscription.

En voici un résumé :

Deux grandes thématiques ont été abordées; « L'état de l'eau au Québec » et « La gestion de l'eau au Québec ».

L'état de l'eau au Québec

Par les conférenciers et les tables rondes, nous avons surtout été informés de l'état de l'eau dans le monde. Ainsi, l'état des ressources mondiales en eau est peu reluisante. Il y a inégalité en ce qui a trait à la répartition géographique et à l'utilisation de l'eau; 8 pays possèdent 60% des réserves et 5 pays utilisent 60% des réserves mondiales. On prévoit une aggravation de la pénurie d'eau; 23 pays vivaient des pénuries d'eau en 1990 et 35 pays en vivront en 2025.

Un conférencier de l'INRS-Eau nous apprenait que 13% de l'eau douce mondiale provient des eaux souterraines. Il semble que l'eau souterraine séjourne en moyenne 13 ans dans les aquifères avant de retourner aux rivières et océans. Selon lui, les citoyens sont prêts à payer pour leur eau potable et ils font confiance au gouvernement en matière de gestion de l'eau.

À la période des questions, un professeur en environnement et le président de l'Ordre des ingénieurs forestiers ont cependant questionné les méthodes d'analyse de l'eau souterraine puisqu'il semble que les connaissances actuelles ont été obtenues par extrapolation des données recueillies par échantillonnage. De plus, selon eux, on doit considérer l'eau souterraine comme faisant partie d'un système qui doit être abordé dans une perspective de développement durable.

Il a aussi été mentionné qu'on néglige de considérer les quantités d'eau nécessaires à la conservation des écosystèmes aquatiques. On ne

semble pas tenir compte des répercussions possibles des changements climatiques sur la disponibilité de la ressource. Par exemple, l'eau du barrage de la Manic ne se renouvelle plus aussi rapidement qu'auparavant. On a aussi mentionné que l'eau est plus qu'une denrée, c'est un milieu de vie. L'incidence économique dépasse la seule commercialisation de la ressource en englobant la production agricole, industrielle, électrique et les activités récréo-touristiques. L'eau est surtout et avant tout un patrimoine mondial.

Somme toute, il m'est apparu qu'il y avait plus de vision chez les participants que chez certains conférenciers.

Il a été ensuite question de la qualité de l'eau au Québec. Il semble que les critères de qualité de l'eau des lacs présente des limitations; ils sont subjectifs, relatifs et imparfaits, ils considèrent les polluants un à un plutôt que dans leur ensemble. Il y aurait de timides améliorations de la qualité de l'eau des lacs, mais aussi des détériorations surtout en regard de l'eutrophisation, de l'acidité et de la présence de mercure. Quant aux eaux souterraines, la qualité serait de bonne à excellente mais il n'y a pas d'inventaires systématiques puisque les propriétaires de puits artésiens n'ont aucune obligation d'effectuer une analyse de leur eau. L'eau souterraine est toutefois en lien avec les activités terrestres. Les sources de contamination comme les sources atmosphériques, agricoles ou d'enfouissement en menacent la qualité. Pour conserver la qualité des eaux souterraines, on parle de gestion des intrants (nitrates, phosphates, pesticides, fertilisants, ...), de contrôle de l'érosion, du ruissellement et de l'utilisation de techniques de mitigation (bandes riveraines).

On nous a aussi parlé du développement durable (qui ne lèsera pas les générations futures). On doit se souvenir que « la machine à dépolluer

aura toujours du retard sur la pollution nouvelle ».

La gestion de l'eau au Québec

Il aurait été préférable de dire que ce second thème du symposium portait sur « La commercialisation de l'eau au Québec ». À cette étape du symposium, nous avons été inondés de données économiques.

Par exemple; le revenu annuel des entreprises cotées en bourse et impliquées dans le commerce de l'eau varie entre 39,3 et 792 millions de dollars. Le marché américain prévoit investir 279 milliards de dollars dans le domaine de l'eau. Les marchés européens et asiatiques représenteraient 80 à 100 milliards de dollars pour des activités liées à l'assainissement de l'eau et 20 milliards de dollars pour le marché de l'eau potable. En Amérique du Sud, le marché représente 3,7 milliards de dollars et là-bas, le milieu municipal est ouvert à la privatisation. La compagnie française Lyonnaise y est présente.

On nous a parlé de « stratégies de commercialisation » et de « positionnement stratégique ». Autrement dit, « comment faire de l'argent \$\$\$ comme de l'eau, avec leau ».

Plus sérieusement, il y avait de bonnes idées pour un colloque sur le développement économique via nos expertises actuelles, mais qu'est-ce que ça vient faire dans un symposium sur la gestion de l'eau ?

On nous a aussi parlé; des opportunités pour le Québec en regard des eaux embouteillées, de l'exploitation des eaux de surface, des forces et faiblesses du Québec en matière d'équipements et d'expertise en assainissement des eaux, de la nécessité de consolider l'expertise des partenaires québécois et finalement des infrastructures.

De là, il n'y avait qu'un pas pour nous convaincre de la nécessité de privatiser nos infrastructures avant que d'autres pays ne le fassent pour nous. Ce discours est une véritable

orchestration de la privatisation. J'en ai mal à la terre !

Le symposium s'est poursuivi sous forme de table ronde autour du thème de la gestion de l'eau par bassins versants. Les sujets discutés ont été les suivants : le pour et le contre d'une gestion régionale, l'arrimage des différentes juridictions, de la résolution des conflits d'usages. Le plus gros des discussions a tourné autour de l'importance de la coopération entre les différents niveaux de gouvernement, municipal, régional, provincial et fédéral. À première vue, cette coopération semble simple. En réalité, elle est plus complexe qu'on pourrait s'en attendre. En dépit de ces conflits actuels ou potentiels, nous devons nous investir pour arriver à formuler une politique de gestion de l'eau cohérente, juste et soutenable. Après tout, c'était la raison d'être du symposium.

Une politique de l'eau devra tenir compte des besoins de tous les usagers de l'eau : le citoyen à la maison, l'industrie, l'agriculture, le plaisancier, etc. De plus, il ne faudrait pas ignorer

les usagers autres que les humains. Leur rôle est indéniablement important pour la conservation d'un environnement de qualité mais, il faut des gens pour défendre leurs intérêts car ils ne peuvent le faire eux-même.

En fait, ce que nous voudrions voir ressortir de ce symposium c'est la reconnaissance, pour chacun de nous et pour les êtres vivants peuplant notre environnement, du droit d'accès à une eau de qualité en quantité suffisante pour nos besoins.

La gestion de la ressource eau par l'ensemble des citoyens du Québec assurera l'équité dans son utilisation et ce pour tous et les générations à venir. Un bon pas dans ce sens a été fait par le Premier ministre Lucien Bouchard lorsqu'il a annoncé un moratoire sur l'exploitation des eaux souterraines pour l'industrie de l'embouteillage.

Finalement, il reste beaucoup à faire et nous devons continuer de faire pression pour une politique de l'eau équitable.

Un avant-goût !



Une grosse prise dans le ruisseau d'Or à Rock Forest en juillet 1997.



Christian Gourdes s'est fait prendre à rigoler en ramassant des menu-rebuts au ruisseau des Vignobles à Rock Forest en août 1997.



Les nouveaux membres d'Action Saint-François du 15 septembre 1997 au 15 mars 1998

ASCOT

JENNE BRIAN
PIERRE CÔTÉ
PAULINE RIVARD
JEANNOT THÉBERGE

SUZANNE MÉNARD
DANIELLE MERCIER
DANIEL PERREAULT
CLÉMENT POMERLEAU
ALAIN RAICHE
DENIS SAINT-JACQUES

JACINTHE CÔTÉ
LOUIS-MARIE DECOSTE
FRANCE DOUCET
ANDRÉ DUBOIS
JEAN-MARC DUGRÉ
NATHALIE DUQUETTE
JOCELYNE FAUCHER
JOHANNE GRENIER
ISABELLE GRONDIN
CHANTAL LABRECQUE
JEAN-MARC LAFORÊT
ONIL LEFEBVRE
DANIELLE LONGPRÉ
MARIE-JOSÉE MALTAIS
MICHELINE MALTAIS
LISE PROTEAU
JEAN-FRANÇOIS TOUTANT
MICHEL VIENS



Les bénévoles de l'opération de nettoyage du ruisseau
Enchanteur à Barnston Ouest en mai 1997.

SHERBROOKE

ALEXANDRE AUBERT
CHRISTIANE BELISLE
PIERRE BLAIS
PIERRE BLAIS
MARJOLAINE BLANCHARD
HÉLÈNE BOVIN
ROBERT BONSER
JACQUES CÔTÉ
GUY DENIS
PAUL-ANDRÉ DIONNE
MAXIME DUGRÉ-SASSEVILLE
DENIS FORTIER
GILLES GUIMONT
SERGE HAMEL
PIERRE LAFRANCE
THÉRÈSE LAMBERT
MICHEL MALOUIN
HÉLÈNE PARADIS
PAUL PELLETIER
NOËL RICHARD
MICHELINE ROY
MICHEL SAINT-JEAN
RENÉ VACHON

FLEURIMONT

YVAN AUBÉ
ROCH BIBEAU
STÉPHANE BILODEAU
ALAIN BOISVERT
DANIEL BOULANGER
JOCELYNE CLICHE
PIERRE COSSETTE
LINDA CÔTÉ
MARTIN COURTEMANCHE
PIERRE DELAND
GERMAIN DUMOULIN
SERGE GAGNON
MARTINE GARRAND
JEAN GOSSELIN
ANDRÉ GROLEAU
FRANÇOIS ISABEL
LUCIE JACQUES
CARMEN LANCTOT
FRANÇOIS LAPOINTE
MANON LAPORTE
RAYMOND LEWANDOSKI
YVES MARMEN
FRANÇOIS MASSÉ
LUC MATHIEU
JEAN-GUY MÉNARD

DANIELLE SAINT-LOUIS
GILLES TANGUAY
LISE THÉTREAU
MICHEL VILLECOURT

LENNOXVILLE

FRANÇOIS BOUDREAU
VINCENT CUDDITY
MARIE-JOSÉE DANDENAULT
LOUISE HÉBERT
DONALD HILTON
SEALE JILL
JUDY KEEMAN
RONALD WESTMAN
THELMA WESTMAN

ROCK FOREST

LOUISE BEAULIEU
ANGE-AIMÉ BÉLANGER
NATHALIE BENOÎT
PIERRE BERGERON
LAURENT BOUDREAU
BENOÎT CHAMPOUX
LAURÉAT CHARRON
FRANK CÔTÉ

AUTRES VILLES

WOH RASMUSSEN
RENÉ VEILLEUX
CLAUDE VAN DER HEYDEN

Nos effectifs de membres en règle sont actuellement de 920. Depuis le 15 septembre 1997, 137 personnes sont devenues membre pour la première fois et 222 membres ont renouvelé. Depuis 1992, 2560 personnes ont été membres au moins une fois.

La programmation de la saison 1998

Si toutes les conditions sont en place, la prochaine saison débutera à la mi-mai et une opération de nettoyage aura lieu chaque samedi de 8h30 à 12h00.

Quatorze cours d'eau ont été ciblés. Chacun de ces ruisseaux comprend plusieurs sites à nettoyer. La majorité de ces cours d'eau sont localisés dans la municipalité de Canton de Hatley.

Le plus important de ces sites est localisé à Canton de Magog aux abords du marais de la rivière Aux Cerises. Ce site devrait exiger plus de 1000 heures de travail. Ce projet se fera en collaboration avec l'organisme « Les Amis du Marais de la Rivière Aux Cerises » (LAMRAC).

Ce n'est pas le travail qui manque.

Si vous voulez participer à ces opérations, appelez au local.



**ACTION
ST-FRANÇOIS**

C.P. 291
Sherbrooke (Québec) J1H 5J1 - (819) 563-5362
ISSN 1197-043x
© 1996 ACTION ST-FRANÇOIS

Rédaction : Clothilde Gingras, William Lucy, Benoît De Champlain, Richard Smith et Serge Nielly.

Envoi postal : Claire Gagnon, Anaïs Marcil-Héguy, Andrée-Anne De Gagné, Geneviève Bélanger, Katy Bouffard, Andrée-Anne Guertin et Marie-Christine Antil

Mise en page : Luc Loignon.

ACTION ST-FRANÇOIS, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF FONDÉ EN AOÛT 1992, REGROUPE DES CITOYENS CONVAINCUS DE L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT. LE GROUPE S'INTÉRESSE À LA RESTAURATION ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES CONSTITUANT LE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE ST-FRANÇOIS. DES TRAVAUX DE NETTOYAGE, DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DE VÉGÉTALISATION SONT ORGANISÉS LE LONG DES RUISSEAUX SUR LES ZONES DU RIVAGE, DE LA BERGE ET DE LA PLAINE INONDABLE. NOUS VOULONS AUSSI SENSIBILISER LA POPULATION ESTRIENNE À LA NÉCESSITÉ D'AGIR DANS LE BUT DE PRÉSERVER CE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE QUI MODÈLE NOTRE TERRITOIRE. LA COTISATION ANNUELLE DES MEMBRES EST DE 25 \$.

POUR PLUS D'INFORMATION, APPELEZ-NOUS AU (819) 563-5362.